

La dépendance américaine au commerce des armes

Le 20 novembre 2019 Par William Hartung TomDispatch.com
<https://consortiumnews.com/2019/11/20/americas-arms-sales-addiction/>

William D. Hartung, contributeur régulier de TomDispatch, est le directeur du projet sur les armes et la sécurité au Center for International Policy et l'auteur de "Prophets of War : Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex" [Livre non traduit : Prophètes de guerre : Lockheed Martin et la fabrique du complexe militaro-industriel, NdT]



Visite du président Donald Trump au roi Salman bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite, en mai 2017, à Riyad (Maison Blanche/Shealah Craighead)

William Hartung passe en revue les 50 ans d'histoire de la domination américaine sur le commerce des armes au Moyen-Orient.

Ce n'est un secret pour personne, Donald Trump est l'un des représentants de commerce les plus agressifs de l'histoire concernant le marché des armes. Comment le savons-nous ? Parce qu'il nous le dit dès qu'il en a l'occasion. Tout a commencé avec son " contrat de 110 milliards de dollars d'armes" avec l'Arabie saoudite, bien surévalué , annoncé lors de son premier voyage présidentiel à l'étranger.

Cela s'est poursuivi par une séance de photos à la Maison-Blanche avec le prince héritier Mohammed ben Salmane, où on le voit brandir une carte [des USA] avec un récapitulatif état par état des emplois américains censés être liés aux ventes d'armes au royaume. Et on n'en a jamais vu la fin. Au cours de ces années au pouvoir, en fait, le président a été un ardent défenseur de ses bons amis de chez Boeing, Lockheed Martin, Raytheon et General Dynamics - les principaux bénéficiaires privés des ventes d'armes américaines aux saoudiens - à la différence des milliers de soldats américains que le président a récemment envoyés dans les déserts de ce pays pour y défendre les installations pétrolières).

Toutes les ventes d'armes américaines au Moyen-Orient ont eu des conséquences graves et durables dans la région, à commencer par la violente guerre menée par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite au Yémen, qui a tué des milliers de civils au cours de frappes aériennes au moyen d'armes américaines et conduit des millions de Yéménites au bord de la famine. Et n'oublions pas la récente invasion turque de la Syrie, où tant les forces turques que les milices Kurdes qu'elles ont attaquées dépendaient largement des fournitures d'armes depuis les États-Unis.



11 octobre 2019 La ville syrienne de Ras al-Ayn après les frappes aériennes turques. (A. Lourie, Wikimedia Commons)

Trump a été très clair : il se soucie beaucoup plus de conclure des contrats d'armement que de savoir qui les utilise et contre qui. Il est important de noter cependant que, historiquement parlant, il n'a jamais été obsédé par la promotion de ces exportations d'armes (bien qu'il soit fort en gueule sur le sujet)

Malgré ses relations prétendument tendues avec le régime saoudien, l'administration Obama a quand même réussi, par exemple, à faire des offres d'armes américaines aux souverains de ce royaume pour un montant record de 136 milliards de dollars entre 2009 et 2017. Toutes ces offres n'ont pas débouchées sur des ventes, cependant le nombre de celles-ci est impressionnant. Parmi les équipements vendus on comptait des avions de combat Boeing F-15 et des hélicoptères d'attaque Apache, des chars General Dynamics M-1, des bombes intelligentes Raytheon, des bombes Lockheed Martin, des navires de combat et des systèmes de défense antimissile. Beaucoup de ces armes ont depuis été utilisées dans la guerre au Yémen.

Il faut mettre au crédit de l'administration Obama un débat interne sur l'opportunité de poursuivre un tel commerce. En décembre 2016, à la fin de son second mandat, le président a finalement suspendu la vente de bombes intelligentes à l'armée de l'Air royale saoudienne en raison du nombre croissant de victimes civiles yéménites lors de frappes aériennes avec des munitions américaines. Mais la décision a été bien tardive, dans la mesure où c'est en mars 2015 que le régime saoudien est intervenu pour la première fois au Yémen et que le massacre des civils a commencé peu après.

Bien entendu, la domination de Washington sur le commerce des armes au Moyen-Orient était alors considérée comme acquise, malgré d'importants contrats occasionnels de la Grande-Bretagne ou la France.

Les contrats dits "Al Yamamah" - la vente par le Royaume-Uni d'avions de chasse et autres équipements aux Saoudiens - ont fait grand bruit et restent à ce jour la plus importante opération du genre de l'histoire du Royaume-Uni. Selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, de 2014 à 2018, les États-Unis ont à eux seuls effectué plus de 54 % des livraisons connues d'armes au Moyen-Orient. La Russie est loin derrière avec 9,5 % du total, suivie de la France (8,6 %), de l'Angleterre (7,2 %) et de l'Allemagne (4,6 %). La Chine, souvent citée comme fournisseur de remplacement possible, dans le cas où les États-Unis décideraient de cesser d'armer des régimes répressifs comme l'Arabie saoudite, figure à moins de 1 %.

Les raisons invoquées par le gouvernement américain pour déverser des armes dans cette région de plus en plus meurtrière par la guerre sont les suivantes : établir des partenariats avec des pays susceptibles en cas de crise d'aligner des combattants aux côtés des forces américaines ; fournir des armes en échange de bases militaires au Koweït, aux Émirats arabes unis, au Qatar et dans d'autres États du golfe Persique ; instaurer la "stabilité" en développant les forces alliées pour en faire des armées plus performantes que celles d'ennemis potentiels, comme l'Iran ; et enfin générer des revenus pour les entreprises américaines d'armement ainsi que des emplois pour des travailleurs américains. Bien sûr, de telles ventes ont effectivement profité à ces entrepreneurs et assuré l'accès à des bases dans la région, mais lorsqu'il s'agit de promouvoir la stabilité et la sécurité, l'histoire démontre que ça a été une toute autre affaire.



Personnel Militaire près d'un hélicoptère Sikorsky S-70 de l'armée de Terre saoudienne pendant l'opération Bouclier du désert. (USAF/H.H. Deffner, Wikimedia Commons)

[L'opération Bouclier du désert est une opération des États-Unis épaulés ensuite de leurs alliés, déclenchée le 6 août 1990 après l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août pour protéger l'Arabie saoudite d'une éventuelle attaque irakienne lors de la guerre du Golfe NdT]

La doctrine Nixon

C'est dans les propos tenus par Richard Nixon il y a un demi-siècle sur l'île de Guam qu'on trouve les racines du rôle de Washington en tant que premier fournisseur d'armes du Moyen-Orient. C'était à l'époque de la

guerre du Vietnam et le président était en route pour le Sud Vietnam. Le nombre de victimes augmentait rapidement, sans qu'aucune fin de conflit ne soit en vue. Lors de cette escale à Guam, Nixon a assuré aux journalistes qui l'accompagnaient qu'il était grand temps de mettre fin à la pratique consistant à envoyer un grand nombre de soldats américains sur les théâtres d'opération extérieurs. Pour "éviter une autre guerre comme celle du Vietnam n'importe où dans le monde", il était en train de mettre en place une nouvelle politique qui serait plus tard décrite par un fonctionnaire du Pentagone en ces mots : "envoyer des armes au lieu d'envoyer des troupes".

L'élément central de ce qu'on a fini par appeler la doctrine Nixon était le fait d'armer des supplétifs régionaux - des pays ayant des dirigeants ou des gouvernements amicaux qui pouvaient favoriser les intérêts des États-Unis en l'absence d'importants contingents de l'armée américaine sur place. Parmi les supplétifs potentiels de cette époque là, le plus important était le Shah d'Iran qui, avec l'aide des services de renseignement de la CIA et de la Grande-Bretagne, avait à l'issue d'un coup d'État renversé le gouvernement civil en 1953, pour ensuite révéler un appétit insatiable pour des armes de pointe américaines.



***Le Shah d'Iran, à gauche, avec le président Richard Nixon, dans le Bureau ovale, en 1973.
(Maison Blanche/Wikimedia Commons)***

Pour le Shah d'Iran, passer un bon moment, cela voulait dire se blottir avec le dernier numéro de la revue *Aviation Week and Space Technology* et parcourir les pages de papier glacé pleines de photos d'avions de combat. Encouragé par l'administration Nixon, son pays a été le premier et le seul à acquérir le coûteux avion de combat F-14 Tomcat de Grumman, à un moment où cette société avait désespérément besoin de vendre à l'étranger pour conforter ce programme. Et le Shah a également utilisé les armes fournies par les États-Unis pour aider, par exemple, à réprimer un soulèvement anti-gouvernemental dans le proche sultanat d'Oman (juste de l'autre côté du golfe Persique), tout en opprimant sa propre population.

Durant les années Nixon, l'Arabie saoudite est, elle aussi, devenue l'un des principaux clients de Washington en matière d'armement, non pas tant parce qu'elle craignait ses voisins dans la région, mais parce qu'elle

disposait d'un financement quasi illimité venant du pétrole afin de financer les fabricants d'armes américains à un moment où le budget du Pentagone commençait à être réduit. En outre, les ventes à l'Arabie Saoudite ont permis de récupérer une partie des capitaux provenant des États-Unis pour faire face à la hausse des prix de l'énergie imposée par le nouveau cartel du pétrole qu'était l'OPEP. C'était un procédé alors curieusement connu sous le nom de "recyclage des pétrodollars".

La recherche de modération de Carter

Le commerce débridé des armes pendant les années Nixon a fini par provoquer un contrecoup. En 1976, pour la première (et dernière) fois, un candidat à la présidence - Jimmy Carter - a fait du contrôle du commerce des armes un thème central de sa campagne à la Maison Blanche. Il a réclamé que les droits humains soient davantage pris en compte dans le cadre des exportations d'armes, il a appelé à réduire le volume total de celles-ci et à entamer des pourparlers avec l'Union Soviétique dans le but de réduire les ventes dans des régions sous tension comme le Proche-Orient.

Pendant ce temps, les membres du Congrès, sous la houlette des sénateurs Démocrates Gaylord Nelson et Hubert Humphrey, estimaient qu'il était grand temps pour le Capitole de prendre part aux décisions en matière de vente d'armes. Trop souvent, les représentants au Congrès n'apprenaient l'existence de contrats importants qu'au détour de la lecture de la presse, longtemps après que tout ait été ficelé. Parmi les principales préoccupations ayant motivé leurs interventions, on trouve : l'envolée sous Nixon des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite - à l'époque adversaire déclaré d'Israël - ; l'utilisation, par les deux camps, d'armes fournies par les États-Unis dans le conflit gréco-turc sur l'île de Chypre ; les ventes clandestines aux groupes d'extrême-droite en Afrique du Sud, notamment à l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola soutenue par les Sud-Africains [L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, plus connue sous le nom d'UNITA, est un mouvement anti-colonial angolais qui est devenu un parti politique après l'indépendance du pays, NdT]. La réponse a alors été l'adoption de la loi de 1978 sur le contrôle des exportations d'armes, qui exigeait que le Congrès soit informé à l'avance de toute vente importante et lui donnait un droit de veto sur toute vente considérée comme dangereuse ou inutile.

Or, ni l'initiative du président Carter ni la nouvelle législation n'ont significativement freiné ce trafic d'armes. En fin de compte, par exemple, Carter a décidé d'exempter l'Iran du Shah des sanctions pour les atteintes aux Droits Humains et Zbigniew Brzezinski, son conseiller à la sécurité nationale, tenant d'une ligne dure, a sapé les pourparlers prévus avec l'Union soviétique au sujet de la réduction des ventes d'armes.

Carter voulait également que la nouvelle force de déploiement rapide (RDF) qu'il avait mise sur pied - finalement transformée en Commandement central des États-Unis - ait accès aux bases militaires de la région du golfe Persique et, pour ce faire, il était prêt à recourir à des contrats d'armement. La Force de Déploiement Rapide devait être la pièce maîtresse de la doctrine Carter, une réponse à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et à la chute du Shah d'Iran. Comme le président l'avait clairement exprimé dans son discours de 1980 sur l'état de l'Union : "Toute tentative par des forces extérieures de prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis. Elle sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris l'usage de la force." La vente d'armes dans la région serait dès lors un pilier central de sa nouvelle doctrine.

Pendant ce temps, la plupart des ventes importantes ont continué à passer devant le Congrès, suscitant tout au plus une réprobation verbale.

Qui a armé Saddam Hussein ?

Si le volume de ces ventes d'armes n'a pas augmenté de manière spectaculaire sous le président Ronald Reagan, sa détermination à militariser les "combattants de la liberté" anticommunistes de l'Afghanistan au Nicaragua a déclenché le scandale Iran-Contra. Au cœur de l'opération se trouve un curieux et complexe projet secret, dirigé par Oliver North, membre du personnel du Conseil National de Sécurité, et une poignée d'intermédiaires fantômes qui ont fourni des armes américaines au régime hostile de l'ayatollah Khomeiny en Iran. L'espoir était d'obtenir l'aide de Téhéran pour libérer les otages américains au Liban. North et ses comparses ont ensuite utilisé le produit de ces ventes pour armer les rebelles Contra, opposés au gouvernement au Nicaragua, en violation d'une interdiction explicite de cette aide par le Congrès.

Pire encore, l'administration Reagan a livré des armes et formé des factions moudjahidines extrémistes en Afghanistan, ce qui, en fin de compte, a aidé des groupes armés et des individus qui ont par la suite formé Al-Qaïda (ainsi que des groupes similaires). Cela se révélerait bien sûr être un exemple colossal du style de retour de flamme que le commerce sans restriction des armes génère trop souvent.

Même si la dénonciation de l'opération de North a mis en lumière les livraisons d'armes des États-Unis vers l'Iran, l'administration Reagan, puis celle de George H. W. Bush qui lui a succédé, ont fourni directement et indirectement pour près d'un demi-milliard de dollars en armes et en technologie de fabrication à l'ennemi juré de l'Iran, Saddam Hussein, l'autocrate irakien. Ces armes viendront renforcer le régime de Saddam tant dans sa guerre contre l'Iran dans les années 1980 que lors de l'invasion du Koweït, en 1991, qui a conduit Washington à la première guerre du Golfe. Il est vrai que les États-Unis n'ont pas été les seuls à alimenter la montée en puissance de l'armée irakienne. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (les États-Unis, l'Union soviétique, la France, le Royaume-Uni et la Chine) ont tous fourni des armes ou des technologies d'armement à ce pays pendant la période qui a précédé son intervention au Koweït.



Le président Ronald Reagan avec, de droite à gauche : Caspar Weinberger, George Shultz, Ed Meese et Don Regan, discutant des remarques du président sur l'affaire Iran-Contra, Bureau ovale, novembre 1986. (Maison Blanche/Wikimedia Commons)

L'embarras et les critiques publiques suscités par la révélation que les États-Unis et d'autres importants fournisseurs avaient aidé à armer l'armée irakienne ont ouvert la voie à une nouvelle possibilité de restrictions. Les dirigeants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres pays vendeurs d'armes se sont engagés à faire mieux à l'avenir en améliorant l'information sur leurs ventes dans la région et en les examinant de près. Cela s'est traduit par deux initiatives principales : la création du registre du commerce des armes des Nations Unies, dans lequel les États membres ont été instamment priés de déclarer volontairement leurs importations et exportations d'armes, et des pourparlers entre ces cinq membres du Conseil de Sécurité (principaux fournisseurs d'armes au Moyen-Orient) sur la limitation des ventes d'armes dans la région.

Toutefois, les pourparlers des 5P, comme on les appelait, se sont rapidement enlisés quand la Chine a décidé de vendre à l'Arabie Saoudite des batteries de missiles à moyenne portée et que l'administration du Président

Bill Clinton a commencé à conclure de nouveaux contrats d'armement dans la région à une cadence de plus d'un milliard de dollars par mois, alors même que les négociations [entre les 5P] étaient en cours. Les autres fournisseurs ont considéré que la vague de livraison d'armes de Clinton constituait une violation de l'esprit des pourparlers. Ces derniers ont tourné court, ce qui a débouché, sous la présidence de George W. Bush à un nouveau fiasco total en Irak.

La plus importante série de ventes d'armes au cours des années George W. Bush a concerné la formation et l'équipement de l'armée irakienne suite à l'invasion du pays [par les USA] et au renversement de Saddam Hussein. Mais 25 milliards de dollars d'armes et formations américaines n'ont pas suffi à créer une force capable de vaincre les combattants modestement armés de Daech, lorsqu'ils ont envahi le nord de l'Irak en 2014 et qu'ils ont conquis de vastes territoires et des grandes villes, dont Mossoul. Les forces de sécurité irakiennes, à court de nourriture et d'équipement pour cause de corruption et d'incompétence, étaient démoralisées et, dans certains cas, elles ont pratiquement abandonné leur poste (et l'armement américain) face à aux offensives de Daech.

L'addiction continue

Donald Trump a continué sur sa lancée en proposant des armes en quantité à ses alliés au Moyen-Orient, en particulier aux Saoudiens, même si la principale raison d'être en était de générer des emplois et des revenus pour les entreprises américaines de l'armement. En réalité, investir capitaux et énergie dans presque tout le reste, depuis l'infrastructure jusqu'aux technologies des renouvelables, créerait plus d'emplois aux États-Unis. Mais peu importe, on continue sur sur le même rythme.[en référence à la chanson de Sonny and Cher 'And the beat goes on !' NdT].

L'un des faits marquants des années Trump a été le regain d'intérêt du Congrès pour endiguer des ventes d'armes, avec un accent particulier pour mettre fin au soutien à la guerre menée par l'Arabie Saoudite au Yémen. (Le spectacle du face-à-face entre les forces turques et kurdes, toutes deux largement armées par les États-Unis, devrait sans aucun doute renforcer cette volonté). Sous la houlette des sénateurs Chris Murphy (Démocrate-Connecticut), Bernie Sanders (Indépendant-Vermont), Mike Lee (Républicain-Utah), des représentants Démocrates californiens Ro Khanna et Ted Lieu, le Congrès a voté le blocus des ventes de bombes et des autres formes de soutien militaire à l'Arabie saoudite, mais leurs efforts se sont heurtés au veto de Trump, principal défenseur de ce pays à Washington. Pourtant, l'action du Congrès concernant les ventes à l'Arabie Saoudite a été sans précédent par son opiniâtreté et son étendue. Il y a encore une chance qu'elle porte ses fruits si c'est un Démocrate qui l'emporte en 2020. Après tout, chacun des principaux candidats à la présidence s'est engagé à mettre fin aux ventes d'armes qui soutiennent l'effort de guerre des saoudiens au Yémen.

De tels contrats, tant avec l'Arabie saoudite qu'avec d'autres États du Moyen-Orient, sont peut-être très appréciés par les entreprises qui tirent profit de ce commerce, cependant la grande majorité des américains s'opposent à cette fuite en avant pour la simple raison que cela fait peser de graves menaces sur le monde. La question est désormais la suivante : le Congrès va-t-il jouer un rôle plus important pour tenter de bloquer de tels contrats d'armement avec les Saoudiens et les auteurs de violations des Droits Humains, ou bien l'addiction des États-Unis et son monopole dans le commerce des armes au Moyen-Orient vont-ils simplement perdurer et ouvrir la voie à de futures tragédies de toutes sortes ?